

Bilan de conjoncture

de la région grenobloise



N° 25 – Janvier 2012

« Redonner confiance en nos atouts
pour dépasser la crise. »



Jean VAYLET,
président de la CCI de Grenoble

De toute évidence, 2011 aura été **une année à deux vitesses**. Après un premier semestre plutôt bien orienté, dans la continuité des résultats encourageants de la fin 2010, l'activité économique connaît un ralentissement au second semestre par rapport aux prévisions.

Or, comme en témoignent les résultats présentés dans ce bilan annuel de conjoncture, l'année **2011 apparaît dans l'ensemble bien meilleure que 2010**. Les exportations poursuivent leur redressement et devraient rejoindre leur niveau d'avant crise, le chômage se situe en deçà du niveau enregistré en Rhône-Alpes et les mises en chantier de logements et de locaux repartent à la hausse après le trou d'air de 2010.

Cependant, en cette période particulièrement sensible marquée par des turbulences financières, la crise des dettes souveraines et des échéances électorales majeures, nos chefs d'entreprise démarrent la nouvelle année sans grande visibilité.

Pour relever les défis à venir, notre principale tâche devra être bien entendu de soutenir nos entreprises au quotidien, mais aussi de **redonner confiance en nos atouts pour dépasser la crise et rompre avec le climat anxieux** véhiculé par les médias.

Confiance d'abord en notre **savoir-faire**, héritage de notre passé industriel, et résolument tourné vers l'avenir. Confiance ensuite en nos **entreprises**, dont les capacités d'adaptation et d'innovation contribuent à renforcer notre compétitivité et à créer de la richesse et de l'emploi. Confiance enfin en la **nouvelle génération** parmi laquelle se trouvent les entrepreneurs et les travailleurs qualifiés de demain.

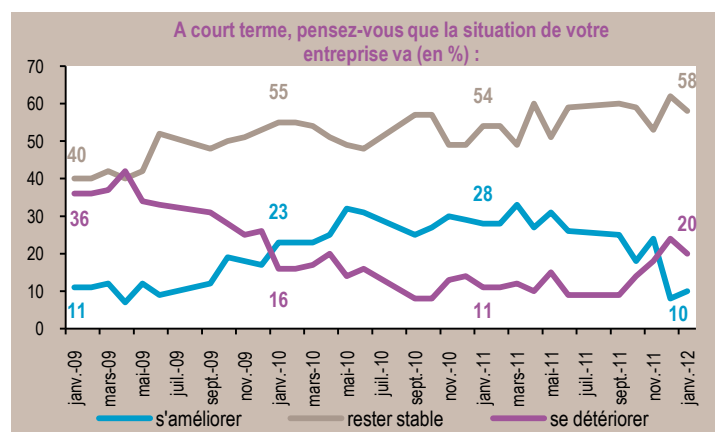
Notre culture scientifique est, à ce titre, l'exemple le plus parlant de l'excellence grenobloise. Avec un total de 18 projets Equipex lauréats du programme « Investissement d'avenir », Grenoble, qui bénéficie d'une enveloppe globale de 125 millions d'euros, est le site français le plus doté après Paris.

Assurément, ces investissements profiteront à la notoriété de l'économie iséroise et au développement des entreprises locales.

Baromètre des chefs d'entreprise : confiants à 58 %

Dans un climat conjoncturel général peu propice aux affaires, les chefs d'entreprise isérois ont anticipé à partir du troisième trimestre 2011 une dégradation de leur situation à court terme.

Les entrepreneurs interrogés début 2012 **ne sont plus que 10 % à envisager un regain de leur activité dans les mois à venir** (- 18 points par rapport au mois de janvier 2010). Mais surtout, la part des chefs d'entreprise qui prévoient une baisse d'activité augmente de manière importante (20 %, + 9 points). Il faut remonter au mois de septembre 2008, et la faillite de Lehman Brothers suite à la crise financière mondiale, pour retrouver un tel niveau de défiance.



Source : CCI de Grenoble.

Pour autant, les chefs d'entreprise restent majoritairement confiants (58 %, + 4 points) sur le maintien de leur activité au cours des prochains mois. Ils témoignent ainsi d'une meilleure confiance dans la marche de leurs propres affaires que dans la situation économique actuelle.

En haut de l'affiche...

- **Soitec leader de l'année** du palmarès des entreprises du magazine Présences.
- **Grenoble en haut du podium des villes où il fait bon innover** selon le classement du magazine L'Entreprise.
- **Grenoble EM au sixième rang du palmarès Challenges des écoles de management françaises** grâce à son ouverture à l'international.

Les secteurs d'activité en bref

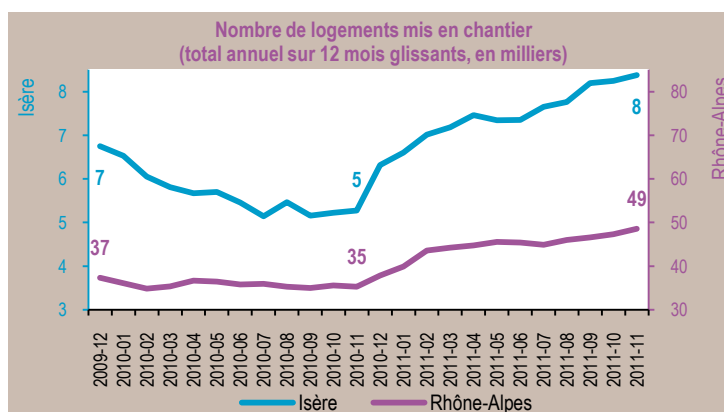
Attentisme dans l'artisanat sur fond de réforme fiscale

L'artisanat compte **12 152 entreprises inscrites au répertoire des métiers de la CMA de Grenoble** au 31 décembre 2011, en baisse de 1,6 % en glissement annuel. Le bâtiment est le secteur ayant le poids le plus important dans le tissu économique local (42,1 % des entreprises artisanales), suivi du transport, de la réparation et des services (29,7 %). On dénombre également **1 986 entreprises artisanales nouvelles créées en 2011**, soit une augmentation de 37,8 % par rapport à 2010. Le nombre des créations d'entreprises artisanales s'accroît dans tous les secteurs d'activité (source : CMAI). Ces résultats doivent toutefois être relativisés compte tenu de l'obligation faite aux auto-entrepreneurs de s'inscrire au répertoire des métiers à compter du 1^{er} avril 2010.

Sur le premier semestre 2011, **la situation économique des entreprises artisanales s'est stabilisée**, voire améliorée dans certaines branches, avant de connaître un ralentissement au début du second semestre. La trésorerie, mise à mal au plus fort de la crise, demeure l'une des préoccupations majeures pour les artisans et peine encore à se reconstituer (source : CRMA et UPA Rhône-Alpes). L'année **2012 demandera une vigilance accrue** de la part des entreprises artisanales qui devront faire face, entre autres, au recentrage du PTZ+ (prêt à taux zéro) et de l'éco-PTZ, à l'augmentation du taux réduit de TVA de 5,5 % à 7 %, ainsi qu'à la réduction du crédit impôt développement durable.

Reprise de la construction en Isère

Après s'être stabilisées l'an dernier, les mises en chantier de logements s'inscrivent en forte hausse. En novembre 2011, **la construction de logements neufs augmente sensiblement en Isère** de 58,8 % sur un an, soit un cumul annuel de 8 376 logements. Avec une croissance supérieure de 21,2 points à celle du niveau régional, le département se situe parmi les plus dynamiques de Rhône-Alpes. **Les mises en chantier de logements en collectif ont connu l'évolution la plus marquée**, portées par la fin programmée du dispositif Scellier en 2013.

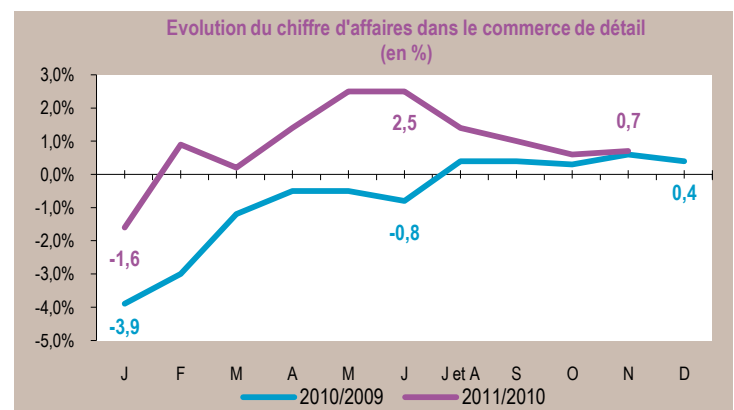


Source : SOeS-Sit@del2.

En ce qui concerne les locaux à usage autre qu'habitation, les mises en chantier ont également nettement progressé cette année suite au trou d'air de 2010. **Les surfaces des locaux commencés doublent en novembre 2011 sur un an**, affichant ainsi une croissance de 108 %, soit 579 664 m² en données cumulées sur douze mois. Les locaux destinés à l'enseignement ou la recherche et à des services de santé ont particulièrement fait l'objet de mises en chantier sur la période.

L'activité commerciale progresse en région grenobloise

La tendance de l'activité dans le commerce traditionnel est restée positive en 2011 en région grenobloise. Après un premier semestre favorable, le second semestre a montré des signes de ralentissement. **Les chiffres d'affaires du commerce de proximité ont progressé de 0,7 % par rapport à 2010** (+ 1,6 % en Rhône-Alpes). Ces résultats s'inscrivent dans un contexte global de hausse des prix de 1,9 % sur onze mois et de baisse de la consommation des ménages de 1,8 % (source : INSEE). Les commerçants soulignent par ailleurs la **volatilité des consommateurs**, sollicités aujourd'hui au travers de multiples canaux de distribution (ventes par internet, soldes flottants, ventes privées).



Source : CCI de Grenoble, Observatoire des CA du commerce.

Le chiffre d'affaires cumulé du commerce en ligne a déjà atteint plus de 26,8 milliards d'euros sur les neuf premiers mois de l'année 2011 (contre 31 milliards sur l'ensemble de l'année 2010). Selon les derniers éléments connus, les prévisions de ventes pour Noël avoisineraient les 7,4 milliards d'euros en France (source : Fevad).

Des saisons touristiques été/hiver contrastées

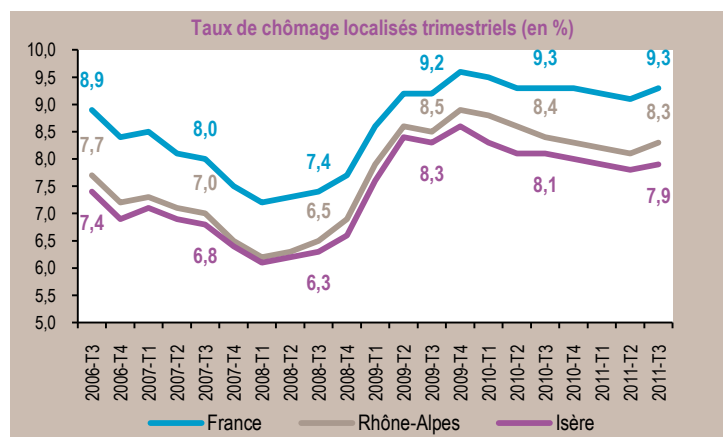
Comparativement à la saison estivale 2010, **l'Isère se maintient en termes de fréquentation, sans pour autant atteindre le niveau record de 2004**. Ainsi, le taux d'occupation au cours de l'été 2011 s'établit à 40 % et représente environ 2,8 millions de nuitées marchandes. L'Office de tourisme de Grenoble a accueilli entre les mois de mai et d'août quelque 35 000 visiteurs, témoignant de ce fait de la **bonne santé du tourisme urbain**. A ce titre, en juillet, les sites couverts connaissent un franc succès, en raison d'une météo capricieuse, à l'image des musées du département qui enregistrent une hausse de fréquentation de 6 %.

Le **bilan des vacances de Noël apparaît en revanche plus mitigé**. Selon les professionnels du tourisme isérois, le retard des réservations enregistré à la veille des vacances de fin d'année n'a été qu'en partie compensé par la hausse des ventes de dernière minute. Au global, le taux de remplissage moyen des hébergements marchands est de 51 %, en baisse de 8 % par rapport à l'hiver 2010. **La suite de la saison 2012 s'annonce toutefois plus optimiste**. La première semaine de janvier bénéficie d'ores et déjà des vacances scolaires de nombreux pays étrangers (Belgique, Italie, Allemagne, Pays-Bas, Suède et Croatie) et les taux de remplissage sont souvent supérieurs à ceux de la semaine du Nouvel An. Pour les vacances de février, les réservations semblent bien orientées par rapport à ce qui est habituellement observé à la même date (source : Observatoire Isère Tourisme).

Panorama de l'économie locale

Marché du travail : une évolution en dents de scie

En 2011, le **taux de chômage a poursuivi son recul en Isère**. Il s'établit à 7,9 % de la population active au troisième trimestre 2011, en baisse de 0,2 point en comparaison au même trimestre de 2010. Sur une année, il diminue de 0,1 point en Rhône-Alpes pour se situer à 8,3 %, alors que pour l'ensemble de la France métropolitaine il se maintient à 9,3 %. Par rapport au deuxième trimestre 2011, cette baisse s'est toutefois interrompue aux niveaux local, régional et national.



Source : INSEE.

Fin novembre 2011, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi s'établit à 47 611 en Isère. **Sur un an, après avoir baissé en début d'année, la tendance de la demande d'emploi est repartie à la hausse** tant au niveau départemental (+ 2,6 %), qu'en région Rhône-Alpes (+ 4,0 %) et en France métropolitaine (+ 5,2 %). Le repli des emplois temporaires (- 1,5 % sur les trois derniers mois de 2011 par rapport aux mêmes trois mois de l'année précédente) mais aussi la reprise des inscriptions à Pôle Emploi (+ 3,3 %) contribuent à expliquer cette évolution.

La hausse des échanges extérieurs se poursuit en 2011

Dans le sillage du rebond de 2010, **le commerce extérieur confirme son redressement et devrait probablement égaler son record de 2008**.

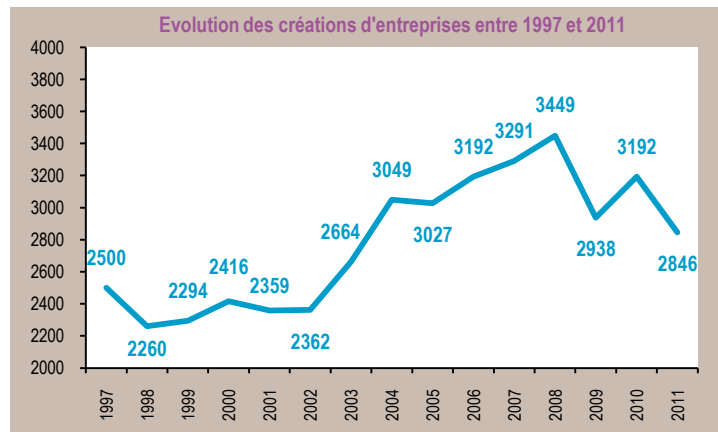
En cumulé sur les trois premiers trimestres de l'année par rapport à ceux de 2010, les importations augmentent en Isère de 22,7 % (à 7,2 milliards d'euros) et les exportations de 12,4 % (à 7,7 milliards d'euros). Le département conserve ainsi sa **deuxième place régionale** tant pour les exportations que pour les importations derrière le Rhône et devant l'Ain, malgré une baisse au troisième trimestre.

Les principaux secteurs d'échanges sont, en termes de parts de marché, les autres produits industriels (46,3 %), suivi des équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique (43,2 %) et, enfin, le matériel de transport (5,2 %).

L'Union européenne reste le partenaire économique privilégié des entreprises iséroises, avec 59,6 % des exportations (4,6 milliards d'euros) et 65,8 % des importations (4,7 milliards d'euros). Le montant des exportations vers l'Allemagne est en progression de 17,9 % sur les trois premiers trimestres de 2011 par rapport à ceux de l'année précédente, ce qui signifie que le département de l'Isère a bénéficié de la reprise outre-Rhin.

Recul des créations d'entreprises

Sur l'année écoulée, 2 846 entreprises se sont immatriculées au registre du commerce et des sociétés de Grenoble, soit une **baisse de 10,8 % par rapport à 2010**. Le nombre de créations pures diminue dans l'ensemble des secteurs d'activité. Les plus fortes contractions sont enregistrées dans le commerce de gros (- 31,2 %) et le commerce de détail (- 23,3 %).

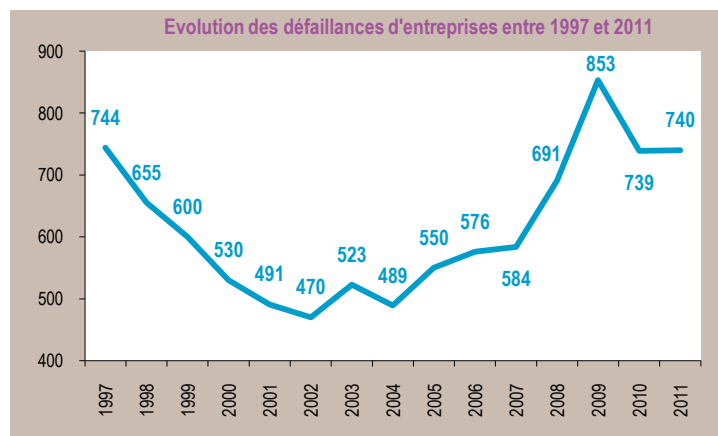


Source : CCI de Grenoble, fichier des entreprises, comparaison des données provisoires – 01/2012
Etablissements industriels, commerciaux et prestataires de services du secteur privé concurrentiel, inscrits au RCS, hors artisanat pur, professions libérales et auto entrepreneurs.

Entre janvier et novembre 2011, 9 408 créations d'entreprises (y compris auto-entrepreneurs) ont été recensées dans le département de l'Isère, soit une diminution de 17,1 % par rapport aux onze premiers mois de 2010. **La région Rhône-Alpes et la France métropolitaine connaissent une tendance similaire**, mais à un moindre rythme, avec respectivement - 11,1 % et - 12,5 %.

Maintien des défaillances d'entreprises

Après avoir baissé de 13,1 % en 2010, les défaillances d'entreprises marquent le pas en 2011. Avec 740 procédures collectives ouvertes auprès du Tribunal de commerce de Grenoble, **l'Isère enregistre un niveau de défaillances identique à celui de l'an dernier**.



Source : Tribunal de commerce de Grenoble.

Par ailleurs, **277 entreprises sont entrées en contact avec la Cellule de prévention des difficultés d'entreprises** de la CCI de Grenoble en 2011, contre 303 l'an dernier (- 8,5 %).

La parole aux professionnels

« Une année 2011 en deux temps. »



Emmanuel BREZIAT,
délégué général du Medef Isère

Bilan de l'année 2011 : Nos entreprises ont vécu **une année 2011 en deux temps : un premier semestre porteur et bien orienté, un second semestre marqué par la crise des dettes souveraines.** Nous ne sommes bien entendu pas dans la configuration de 2008. La crise de l'euro n'a pas, pour le moment, véritablement impacté l'économie réelle. Cependant, elle a fortement accentué le climat de défiance et le manque de visibilité dont souffrent la plupart de nos entreprises.

Les métiers de services sont dans une situation correcte. C'est le cas également de nos industriels isérois qui conservent de bons carnets de commandes. **Dans tous les secteurs, nous observons des situations d'entreprises très contrastées.** Le positionnement marché joue également un rôle déterminant. **Les entreprises en capacité de bénéficier des marchés extra-européens tirent leur épingle du jeu.**

Depuis la rentrée, nous observons une réelle baisse de la consommation, en particulier dans l'équipement de la maison, mais également dans la grande consommation. Cette baisse était largement prévisible, mais elle est accentuée par les inquiétudes liées aux dettes souveraines.

Depuis 2008 **nos entreprises ont fait preuve d'une grande capacité d'adaptation**, ce qui a permis de limiter le nombre de défaillances. Cependant, beaucoup de PME ont des structures financières fragilisées. C'est un point important car le contexte réglementaire et économique va restreindre les capacités de financement des banques. Nous devons être encore plus vigilants sur nos fonds propres et nos besoins en fonds de roulement.

Le fonctionnement de notre marché du travail doit être modernisé et fluidifié. On ne peut pas accepter une situation où se côtoient une augmentation du chômage et des entreprises qui ont des difficultés à trouver des collaborateurs.

Perspectives 2012 : Nous espérons que l'année 2012 permettra de **lever des incertitudes majeures qui pèsent sur notre économie.**

Nos dirigeants européens parviendront-ils à rassurer sur l'avenir de la Zone euro ? De la réponse à cette question dépendra une grande partie de la configuration de l'année qui s'ouvre. Une disparition de l'euro aurait des conséquences incalculables et très probablement catastrophiques.

Au sein de cette Zone euro la France parviendra-t-elle à créer les conditions d'un nouveau chemin de croissance ? Pour cela, nous devons mettre un terme à un triste cumul : être les seuls à avoir de tels niveaux de prélèvements publics, à avoir connu une dérive constante de nos dépenses, tout en étant incapables de présenter un seul budget équilibré depuis plus de 35 ans. Les leviers classiques de relance par la dette, à avoir été trop utilisés, sont usés jusqu'à la corde. Nous entrons dans une ère de désendettement. **Tout l'enjeu des prochaines années est là : parvenir à nous désendetter sans hypothéquer la croissance.** Pour cela, nous devons réduire nos dépenses publiques, clarifier les compétences de chacun, auditer toutes les politiques publiques, refonder le financement de notre protection sociale, et centrer nos efforts sur la compétitivité de nos entreprises. Ce n'est qu'à travers elles que nous retrouverons les voies d'une nouvelle croissance.



François ALBRIEUX,
président de la CGPME Isère

Bilan de l'année 2011 : Maintien de l'activité pour les entreprises du département par rapport à 2010. **Les chiffres d'affaires ont progressé sur l'année et la situation financière est restée stable**, tout comme les effectifs. En revanche, les investissements et l'activité à l'international ont connu une dégradation qui devrait se poursuivre à court terme.

Perspectives 2012 : Plutôt stables, avec toutefois un manque de visibilité sur le niveau des commandes pour les prochains mois, dans un **contexte national très fluctuant** (élections présidentielles, déficits budgétaires, croissance économique morose).

Préoccupations : Incertitudes réglementaire et fiscale (ex : photovoltaïque), relèvement de la TVA dans certains secteurs d'activité, suppression de mesures incitatives (ex : immobilier).

Faits marquants : Confirmation des **investissements importants en faveur de l'agglomération grenobloise, des pôles d'enseignement et de recherche** ; politique de « grands travaux » qui aura des retombées favorables pour les entreprises locales (bâtiment, TP, industrie) et, à terme, renforcera l'attractivité de notre région.



Ludovic DUCROS,
président

Bilan de l'année 2011 : L'activité est relativement stable sur un an avec une amélioration du chiffre d'affaires et des effectifs, mais la situation financière et les capacités d'investissement des entreprises restent sous tension.

Perspectives 2012 : En ce début d'année, les perspectives font ressortir globalement **une incertitude en ce qui concerne l'évolution du chiffre d'affaires et des investissements.** Même si les dirigeants sont, d'une manière générale, moyennement confiants en l'avenir, une bonne partie affiche néanmoins un certain optimisme pour les prochains mois.

Préoccupations : Les inquiétudes portent sur l'**accès au financement bancaire**, les dernières **évolutions fiscale et juridique.** Il existe également une crainte vis-à-vis de l'**attentisme à l'approche des élections présidentielles.**

La parole aux professionnels



Emmanuel ROY,
chargé de mission

Bilan de l'année 2011 : Le volume d'activité s'est légèrement amélioré en 2011 mais cela fait suite à une chute prononcée sur deux années consécutives. **Après un premier semestre qui laissait entrevoir une reprise, la situation s'est figée depuis septembre.**

Perspectives 2012 : Au regard de la situation économique actuelle, et après deux années pendant lesquelles **les entreprises ont supporté la crise en « tirant » sur leur trésorerie, elles abordent 2012 avec une visibilité réduite** malgré des carnets de commandes corrects.

Dans un contexte paradoxal et très disparate, composé d'une part de structures fragilisées et d'autre part de chiffres conjoncturels positifs, les entreprises de BTP auront pour objectif en 2012 de ne pas s'appauvrir et de tenter de conserver leurs compétences internes.

Préoccupations : La Loi de finances 2012 et son coup de rabot de 20 % sur le crédit d'impôt développement durable, la dernière année du Scellier avec des conditions revues à la baisse, le PTZ+ remanié, ainsi que le passage du taux réduit de TVA à 7 % sont autant d'éléments qui reporteront les prises de décisions et, de fait, les signatures de contrats pour les entreprises du secteur.



Jean-Yves AUBERT,
secrétaire général Isère

Bilan de l'année 2011 : Le premier semestre a vu un début d'année encourageant en termes d'activité, tendance confirmée sur le deuxième trimestre. **La reprise s'est grippée au cours de l'été 2011.** Il faut dire que les signaux envoyés par l'économie mondiale et européenne n'ont pu qu'inciter les Français à la plus grande prudence. Conséquences : **la consommation des ménages n'est pas répartie et les conditions de financement se sont durcies.** Dans ce contexte difficile, le dernier trimestre a vu arriver le relèvement de la TVA à 7 %, le recentrage de l'éco-PTZ, le coup de rabot de 20 % sur le crédit d'impôt développement durable et la fin du dispositif Scellier.

Perspectives 2012 : C'est donc une année à double visage que les artisans du bâtiment viennent de vivre. Dans ce prolongement, **l'année 2012 s'annonce difficile en termes d'activité, de marge** (les marchés continuent à se négocier à des prix de plus en plus bas) **et de trésorerie** (l'absence d'autofinancement et le milieu bancaire reste frileux à soutenir l'activité). Sur le plan de l'emploi, les dispositifs « former plutôt que licencier » arrivent en limite d'efficacité. L'artisanat du bâtiment qui jusqu'ici avait été quelque peu à l'écart de la crise rejoint les autres secteurs dans la tourmente économique actuelle.

Faits marquants : Les prévisions à court et moyen termes sont périlleuses dans l'attente des échéances électorales de 2012. A plus long terme, l'objet de satisfaction et de développement provient de la **reconnaissance par le Grenelle de l'environnement des éco-artisans** qui leur permet d'accéder plus facilement au marché de la rénovation thermique des bâtiments.

« Les chefs d'entreprise ne peuvent se projeter avec certitude sur les douze mois qui viennent. »



Yvan MORYUSSEF,
président Isère

Bilan de l'année 2011 : Les entreprises du secteur immobilier ont connu **une activité dynamique et en progression jusqu'au quatrième trimestre** (hausse du chiffre d'affaires et amélioration de la situation financière des entreprises du secteur) **où véritablement le marché semble s'être à nouveau grippé.** L'avance prise sur les neuf premiers mois de l'année permettra d'afficher néanmoins de bons résultats sur l'exercice.

Perspectives 2012 : Dans un contexte marqué par l'incertitude, les perspectives pour l'année 2012 ne sont pas bonnes, du moins sur la première partie de l'année. En effet, les réformes de la fiscalité immobilière, la fin annoncée et la minoration des dispositifs d'aide à l'investissement comme le PTZ+ ou le Scellier, conjugués à un attentisme général, année électorale oblige, provoqué également par la succession de mauvaises nouvelles économiques depuis l'été, risquent de freiner brutalement la dynamique de reprise.



Robert DI FOGGIA,
président Isère

— entreprises —

Bilan de l'année 2011 : Contre toute attente, l'année 2011 a été une **bonne année pour toutes les catégories d'immobilier d'entreprise.** La plupart des sociétés ont noté une progression de leur chiffre d'affaires.

Perspectives 2012 : A l'exception de certaines activités comme les services, le net et l'informatique, qui devraient poursuivre leur expansion en 2012, **beaucoup d'entreprises cherchent à réduire leurs coûts de fonctionnement.** Cela passe forcément par une rationalisation et une optimisation des surfaces de travail. La crise financière est actuellement dans tous les esprits. Les chefs d'entreprise, même prévoyants, ne peuvent pas se projeter avec certitude sur les douze mois qui viennent.

Préoccupations : On remarque le **manque d'assistance des organismes financiers** (banques, sociétés de crédits, etc.) dans le développement des entreprises au regard de l'insuffisance de liquidités. Les banques sont très frileuses et ne prendront aucun risque. Les nouvelles réformes, et notamment la **réduction de l'abattement de la Loi Scellier**, vont mettre à mal les nouveaux projets immobiliers au travers desquels de nombreuses professions devraient être impactées.

Faits marquants : Les travaux du tramway avec son extension de la ligne B qui rendra certains sites tertiaires plus accessibles. La suite de l'abandon du projet de création du tunnel sous La Bastille et la prise en compte des industriels sur les difficultés de circulation aux heures de pointe sur les axes principaux de Grenoble.

La parole aux professionnels



Thierry URING,
délégué général

Bilan de l'année 2011 : Le premier semestre 2011 a été caractérisé par une **poursuite du rebond d'activité initié en 2010 dans tous les secteurs des industries technologiques** ; si certaines entreprises retrouvaient les niveaux record de 2007-2008, la plupart connaissaient une croissance significative atteignant + 30 % à + 40 % par rapport à 2009 et - 10 % par rapport aux niveaux records.

Certains secteurs ont connu de **fortes tensions sur les délais**, notamment les entreprises impactées par des fournitures de composants nippons **et sur les prix** du fait du durcissement de l'environnement concurrentiel.

L'activité des industries technologiques, si elle a manifesté un bon dynamisme au moment où débutait la crise financière européenne, après avoir montré des signes de résistance, **s'est progressivement détériorée au second semestre 2011**. Les commandes marquent le pas, des premières contractions d'activité fin 2011 vont nécessiter de mettre en place dans certaines entreprises du chômage partiel.

Les entreprises du secteur aéronautique ont bénéficié d'un très bon niveau d'activité. Dans les biens d'équipements électriques, la production est soutenue tandis que celle des biens et composants électroniques et informatiques recule.

La production des industries métallurgiques de base est demeurée stable. Les industries mécaniques ont connu un retard de croissance, puis ont pu afficher un bon niveau de relance qui reste fragile.

L'année 2011 a aussi été marquée par une mobilisation pour une politique industrielle réaffirmée, vecteur prioritaire pour un développement économique fort. Cette relance sert à développer tout type d'actions d'innovation et de compétitivité sans oublier la plus prioritaire : la promotion des filières scientifique et technique, et l'attractivité des industries technologiques pour assurer la relève et le renfort de compétences au sein des industries.

Perspectives 2012 : Les industries technologiques restent mobilisées pour poursuivre leurs efforts à **construire l'avenir en inventant des produits et des infrastructures de demain**, ce qui confortera la croissance et les emplois industriels. L'ensemble des industriels, des grands groupes aux centaines de PMI concentrent leurs efforts sur l'innovation, la qualité et le service pour gagner en performance et en compétitivité.

La crise financière a connu des accélérations spectaculaires qui n'épargne plus l'économie réelle et notamment les perspectives d'activités industrielles en 2012. Les industries technologiques cèdent de plus en plus à l'attentisme, conduisant à des révisions en baisse des perspectives de croissance.

Le freinage prolongé de l'activité européenne oblige à encore plus saisir les seuls marchés en croissance (Brésil, Inde, Chine), les domaines technologiques d'excellence, notamment ceux des filières d'avenir, et les savoir-faire experts permettant de monter dans l'échelle de la valeur.

« Construire l'avenir en inventant des produits et des infrastructures de demain. »



Annie SOUFI,
directeur

Bilan de l'année 2011 : La situation des entreprises d'Inovalée s'est globalement maintenue en 2011 par rapport à 2010. En effet, **beaucoup de nos entreprises sont sur des niches particulières** avec un marché mondial et sont moins impactées par le contexte économique que d'autres sociétés.

Perspectives 2012 : Plutôt positives avec **des carnets de commandes bien garnis et des recrutements prévus dans certaines entreprises** pour faire face à des extensions d'activité ou à de nouveaux projets de développement. Toutefois, on ne peut qu'être moyennement confiants pour les prochains mois compte tenu de la situation économique actuelle et de la dramatisation faite par les médias.

Faits marquants : Le projet d'aménagement de la **technopole sur Meylan**, la mise en place d'une **nouvelle desserte en transports en commun** et l'implantation d'une quarantaine de nouvelles entreprises en 2011. L'année 2012 sera marquée, quant à elle, par la création d'une **pépinière d'entreprises** sur Inovalée.



Alain MANUEL,
président

Bilan de l'année 2011 : La situation financière et le chiffre d'affaires des entreprises se maintiennent sur l'année 2011. Les petites structures ont toutefois moins bien amorti l'année que les plus importantes. En termes d'effectifs salariés, ceux-ci baissent mais la pyramide des âges impose un important effort d'embauche.

Perspectives 2012 : Par rapport à la situation économique actuelle, **la confiance pour les mois à venir est mitigée du fait notamment de l'incertitude quant à la consommation des ménages**. En effet, sans reprise, cela ne laisse rien augurer de bon pour la branche en 2012.

Préoccupations : L'étranglement par les stocks pour les concessions et la perte de volume en atelier, donc de marge, pour l'ensemble des structures.

Faits marquants : La fin de la prime à la casse et l'impact fort sur le secteur de la réforme fiscale (taxe locale sur la publicité extérieure, taxe sur les surfaces commerciales).

La parole aux professionnels



Emmanuel BARRAS,
président du Comité local des banques Isère

Bilan de l'année 2011 : L'activité des entreprises, sur un rythme annuel, est globalement du même niveau qu'en 2010. On note toutefois une évolution contrastée, avec une phase de **légère croissance au premier semestre qui a connu un retournement dès le début de l'été, qui s'est ensuite fortement accentué en fin d'année**. L'année se termine donc sur une note pessimiste, avec des carnets de commandes qui se réduisent.

La dégradation économique constatée au second semestre 2011 a repoussé les projets d'investissements et d'embauches, laissant de nombreuses entreprises dans l'expectative, alors que leur marge de manœuvre financière est aujourd'hui très limitée.

Perspectives 2012 : La crise de la dette souveraine, la crise de liquidités, l'absence de projet européen de sortie de crise, l'affaiblissement de l'Europe politique, sont autant de facteurs qui font peser des menaces sur la reprise en 2012. Dans ce contexte économique compliqué, **les prévisions pour l'année 2012 sont plutôt orientées à la baisse, avec un manque de visibilité à court terme**.

Préoccupations : Les banques font face à une crise de liquidités accentuée par l'anticipation par les marchés des nouvelles contraintes réglementaires de Bâle 3. Il est donc **à craindre dans les mois à venir une réduction de l'offre de crédits** ; les banques se tournant en priorité sur les bons risques peu consommateurs en fonds propres ou sur des clients offrant des contreparties financières et commerciales (placements, flux).

Faits marquants : Les investissements sur le territoire ont à nouveau été tirés, au cours de 2011, par les collectivités qui ont continué à financer des projets à un rythme soutenu. A noter toutefois que l'accès au crédit des collectivités est de plus en plus difficile, auquel se rajoutent quelquefois des situations financières qui se dégradent et qui laissent peu de marge de manœuvre pour de nouveaux investissements.

« Accélérer le retour à l'emploi durable des demandeurs d'emploi. »



Gilles DESVAQUET,
directeur territorial

Bilan de l'année 2011 : En 2011, la région Rhône-Alpes, comme l'ensemble du territoire français, a été touchée par une **hausse du chômage à partir du second semestre**. Malgré tout, dans ce contexte économique défavorable, **l'Isère a été un des départements les moins impactés** grâce au dynamisme des entreprises, la mobilisation coordonnée du Service Public de l'Emploi et l'ensemble des partenaires pour l'emploi du territoire ainsi que les structures d'insertion.

Pôle Emploi s'est fortement mobilisé autour de diverses manifestations comme la Semaine de l'emploi, les jobs datings et autres forums de recrutement afin d'**accélérer le retour à l'emploi durable des demandeurs d'emploi et de répondre aux besoins en recrutement des entreprises**. Les agences se sont aussi mobilisées pour l'emploi des publics spécifiques (travailleurs handicapés, seniors, jeunes, demandeurs d'emploi de longue durée...) avec la mise en place d'ateliers, la promotion des mesures pour l'emploi et la promotion de l'alternance.

Cette volonté de résister à l'impact important de cette hausse du chômage a permis de se rapprocher de partenaires incontournables et d'écrire des conventions de partenariat qui précisent les engagements de chacun et qui permettent de se fixer des objectifs ambitieux en matière d'emploi.

Perspectives 2012 : C'est dans ce contexte que nous allons écrire **une nouvelle page pour 2012 avec un engagement pour le service des entreprises et des demandeurs d'emploi** toujours aussi fort.

Nous mobiliserons aussi **un maximum de moyens sur la formation et les contrats aidés**.

Dans les actions en prévision, nous retrouverons une mobilisation de toutes les agences pour la future édition de la Semaine de l'emploi en octobre prochain ainsi que de nombreuses manifestations comme le Forum de Rives, un événement sur le thème de la création d'entreprise, un salon des métiers, de la formation et de l'emploi en Sud Grésivaudan, un forum sur l'alternance, un job dating intérim... et cette liste n'est pas exhaustive.

Perspectives 2012

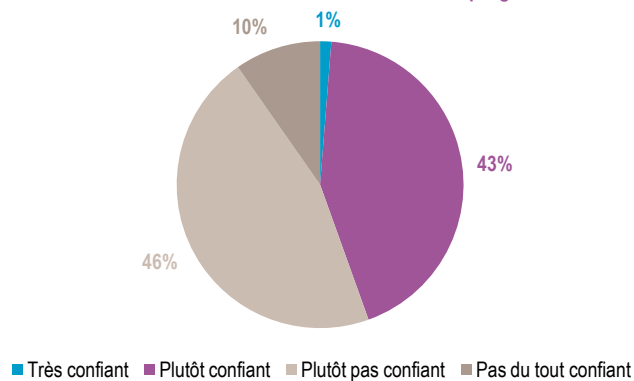
« Vers une sortie de crise en 2012 ? »

L'économie réelle devrait être touchée en 2012 par la conjonction de plusieurs facteurs : la dégradation de la situation économique internationale, des tensions croissantes sur la charge de la dette des Etats et l'abaissement des notes de crédit de certains pays de la Zone euro par Standard & Poor's.

Selon les dernières prévisions établies par l'INSEE, **l'activité en France se contracterait légèrement au quatrième trimestre 2011** (- 0,2 %) et au premier trimestre 2012 (- 0,1 %), avant de croître faiblement au deuxième trimestre 2012 (+ 0,1 %).

La situation régionale devrait ainsi s'inscrire dans cette tendance. En effet, 30 % des TPE et PME interrogées lors de la dernière enquête de conjoncture des CCI de Rhône-Alpes anticipent un recul de leur chiffre d'affaires pour le premier trimestre 2012. Les chefs d'entreprise expliquent cette évolution par un manque de vigueur de l'activité, une rentabilité insuffisante et une certaine instabilité réglementaire.

Quel est votre ressenti sur la situation économique générale ?



Source : CCIR Rhône-Alpes – 01/2012.

Dans ce contexte, trois TPE-PME sur quatre ne prévoient pas d'embaucher à court terme et recourent de moins en moins aux heures supplémentaires, ainsi qu'aux emplois intérimaires.

Les projets d'investissement des entreprises semblent toutefois mieux orientés. Plus d'une TPE-PME sur deux compte investir dans les trois mois qui viennent, même si la part de celles qui envisagent de réduire ou de reporter leurs dépenses d'investissement progresse.

2012 pourrait cependant être l'année de la sortie de crise, mais reste marquée par de fortes incertitudes, en raison notamment des élections présidentielles à venir. Alors que 52 % des chefs d'entreprise envisagent un maintien de leur chiffre d'affaires global en 2012, ils sont 27 % à prévoir une hausse et 21 % une baisse.

Le Bilan de conjoncture de la région grenobloise n°25 – janvier 2012.

Une publication de l'observatoire économique de la CCI de Grenoble. 1, place André Malraux – 38016 Grenoble Cedex 1. Dépôt légal janvier 2005. ISSN n° 1771-8015.

Coordination : CCI de Grenoble Information Economique/Communication. **Rédaction :** Marilyne Girard marilyne.girard@grenoble.cci.fr, Florian Roule florian.roule@grenoble.cci.fr. **Enquêtes :** début janvier 2012 auprès de 20 organisations professionnelles et du 2 au 17 janvier 2012 pour l'enquête de conjoncture des CCI de Rhône-Alpes – réalisées par le service marketing CCI de Grenoble. **Crédit photos :** CCI de Grenoble – Medef 38 – CGPME 38 – CJD Grenoble – FBTP 38 – Capeb 38 – Fnaim Isère – Fnaim Entreprises Isère – Udimec – Inovalée – CNPA Isère – BFB Isère – Pôle Emploi Isère. **Conception graphique, réalisation :** Services Communication, Information Economique CCI de Grenoble. **Impression :** CCI de Grenoble.

Remerciements : La Chambre de commerce et d'industrie de Grenoble remercie les entreprises du panel Présences, du panel régional de conjoncture, les membres élus de la CCI de Grenoble, les organisations professionnelles et tous les fournisseurs d'informations ayant permis, par leur contribution, la réalisation de cette enquête de conjoncture.

Quelques projets structurants en région grenobloise

- **Aménagement du territoire :** Approbation du SCOT prévue à l'automne 2012 après trois ans de travaux. Le SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale) fixe les objectifs de développement de la région grenobloise et constitue le document de référence auquel l'ensemble des politiques locales d'aménagement et d'urbanisme devra se référer (16 intercommunalités et 273 communes).
- **Formation :** La CCI de Grenoble investit 20 millions d'euros dans l'IMT (Institut des Métiers et des Techniques). Cette opération comprend la création d'une plateforme « Développement durable, éco-construction et énergies nouvelles », en lien avec Schneider Electric, l'extension des surfaces pédagogiques et la restructuration totale de l'hébergement.
- **Investissements d'avenir :** Ont notamment été retenus par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche les projets IRT Nano Elec (institut de recherche technologique dont l'investissement atteint 460 millions d'euros financés pour moitié par le privé) et l'Opération Campus, qui se déploiera d'ici 2015 sur la Presqu'île scientifique de Grenoble, en regroupant formation, recherche et laboratoires (investissements de 80 millions d'euros).
- **Pays voironnais :** Le territoire conforte sa place dans la recherche liée aux sports et loisirs. Avec Inolab, un laboratoire outdoor spécialisé dans le sport et l'innovation sur 17 ha, une pépinière d'entreprises permettra de tester en réel les innovations en matériels.
- **Transports en commun :** Le tram E est lancé et constitue la cinquième ligne de tramway qui reliera, à terme, Le Fontanil-Cornillon à Grenoble. 11,5 km de lignes nouvelles sont prévues à l'horizon 2014 (investissements de 300 millions d'euros).
- **Zoom sur des zones d'activités :** Le développement des zones d'activités se poursuit sur Saint-Egrève (ETAMAT et Vence Ecoparc) et Meylan (requalification d'Inovalée et accueil d'une pépinière d'entreprises).